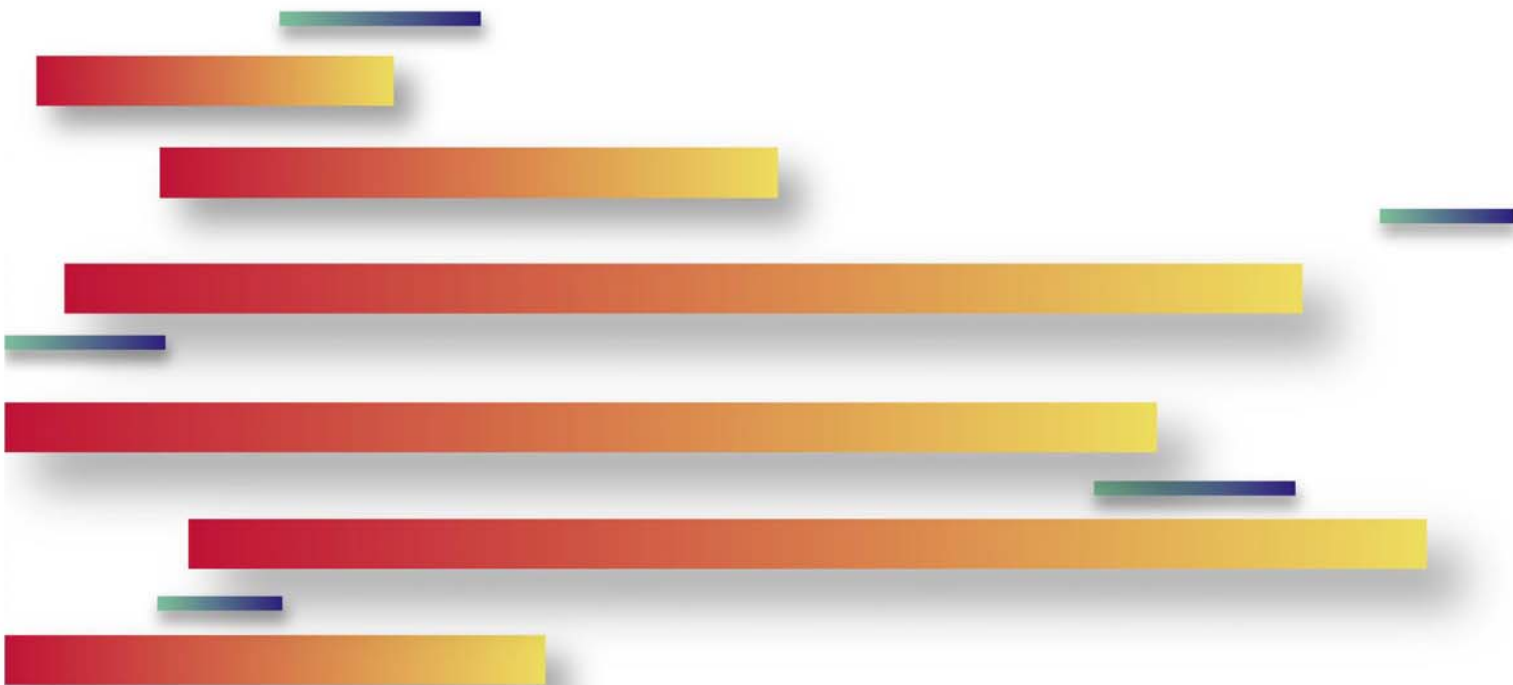


**Bulletin régional  
sur le marché du travail  
BAS-SAINT-LAURENT**

3<sup>e</sup> trimestre 2005  
volume 26, numéro 3



**Publication réalisée par la**

Direction de la planification, du partenariat et de  
l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec  
Bas-Saint-Laurent

**Direction**

Yvon D'Amboise (directeur régional par intérim)

**Rédaction**

Louis-Mari Rouleau, économiste

**Conception et développement**

Omar Choucair, analyste en informatique  
Lamara Yadel, technicien en informatique  
Riadh Ounissi, technicien en informatique  
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

**Secrétariat**

Colombe Mercier

Abonnement et changement d'adresse :

Emploi-Québec Bas-Saint-Laurent

Téléphone : 418 725-6213

Télécopieur : (418) 722-4856

Courriel : louis-mari.rouleau@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :

<http://emploi.quebec.net/francais/regions/bassaintlaurent/publications.htm>

Dépôt légal : troisième trimestre 2005

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1180-4572

# Table des matières

<b>LEXIQUE</b> .....	<b>4</b>
<b>MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE</b> .....	<b>5</b>
<b>FAITS SAILLANTS</b> .....	<b>6</b>
<b>SECTION 1</b> .....	<b>7</b>
CONJONCTURE.....	7
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	8
<b>SECTION 2</b> .....	<b>14</b>
<b>GRAPHIQUES</b> .....	<b>15</b>
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région</i> .....	15
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec</i> .....	16
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, Bas-Saint-Laurent</i> .....	17
<b>TABLEAUX</b> .....	<b>18</b>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail</i> .....	18
<i>Comparaisons interrégionales</i> .....	19
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge</i> .....	20
<i>Emploi par secteur d'activité</i> .....	21
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence</i> .....	22
<i>Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec</i> .....	23
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i> .....	24
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi</i> .....	25
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i> .....	26
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi</i> .....	27
<b>ANNEXE</b> .....	<b>28</b>
<b>LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE)</b> .....	<b>29</b>

# Lexique

**Population de 15 ans et plus :** Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

**Population active :** Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

**Emploi :** Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

**Chômeurs :** Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

**Taux de chômage :** (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

**Taux d'activité :** (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

**Taux d'emploi :** (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

**Taux de prestataires :** Prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

**RMR :** Région métropolitaine de recensement.

**ZME :** Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

**Note :** Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

# Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*.

Les données pour le Québec sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année.

Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes (**non désaisonnalisées**). Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées puisqu'elles sont toujours des moyennes de trois mois (**moyennes mobiles**). Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour une région est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. Statistique Canada réduit ainsi les fluctuations mensuelles des estimations en raison de la faible taille de l'échantillon des régions.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui était de 9 843 ménages en moyenne entre juillet et décembre 2003 pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 277 ménages à Laval à 1 318 ménages en Montérégie, comme on peut le voir au tableau qui suit.

Une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,1 % et 16,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,6 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 1,3 point, à la hausse ou à la baisse ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 11,7 % se situe en réalité entre 11,0 % et 12,4 %, deux fois sur trois.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection.

Intervalles de confiance des estimations régionales du taux de chômage			Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de chômage moyen <sup>1</sup>	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	393	15,4	13,3	17,5	14,1	16,7
Bas-Saint-Laurent	344	8,9	7,3	10,5	7,9	9,9
Capitale-Nationale	790	6,4	5,4	7,4	5,8	7,0
Chaudière-Appalaches	987	5,1	4,4	5,8	4,7	5,5
Estrie	848	6,9	5,9	7,9	6,3	7,5
Montérégie	1 318	7,3	6,5	8,1	6,8	7,8
Montréal	1 056	11,7	10,5	12,9	11,0	12,4
Laval	277	8,5	7,0	10,0	7,6	9,4
Lanaudière	346	9,1	7,3	10,9	8,0	10,2
Laurentides	415	7,1	5,5	8,7	6,1	8,1
Outaouais	659	7,5	6,2	8,8	6,7	8,3
Abitibi-Témiscamingue	405	9,7	7,7	11,7	8,5	10,9
Mauricie	754	10,5	8,9	12,1	10,6	11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	681	11,4	10,1	12,7	10,6	12,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	320	13,0	7,6	18,4	9,8	16,2
Centre-du-Québec	249	8,7	6,9	10,5	7,6	9,8
RMR de Montréal	2 095	9,5	8,8	10,2	9,1	9,9
Ensemble du Québec	9 843	8,9	8,6	9,2	8,7	9,1

Source : *Statistique Canada*.

<sup>1</sup> Selon les moyennes mobiles de trois mois de juillet à décembre 2003.

# Faits saillants

---

Malgré les effets négatifs à court terme qu'auront eus sur l'économie l'ouragan Katrina et, par la bande, la hausse des prix de l'énergie, la Réserve fédérale américaine (FED) considère que les menaces de ralentissement de la production intérieure brute américaine demeurent réduites. Le PIB canadien des sept premiers mois de 2005 a progressé de 2,8 % par rapport à la même période de 2004. Au Québec, le PIB réel au prix de base a également continué de grimper en juin, avec une hausse mensuelle de 0,4 % alors que les industries productrices de services étaient aux avant-postes (+0,8 %) et les industries productrices de biens éprouvaient des difficultés (-0,4 %).

Au Québec, la création d'emplois a ralenti et, au cours de la période estivale, s'est traduite par une progression de 34 800 personnes occupées comparativement à la même période de 2004. Le taux de chômage est passé de 7,8 % à 8,0 %, une nouvelle que les analystes du marché du travail reçoivent avec prudence, compte tenu que la montée du chômage fut essentiellement due au gonflement de la population active.

Au Bas-Saint-Laurent, au troisième trimestre, le niveau d'emploi a été ramené à 97 000, ce qui équivaut à un recul de 5 500 postes sur les statistiques de l'an dernier. Ainsi, pour les neuf premiers mois de 2005, le décompte s'est soldé par 2 900 postes de moins que l'an dernier. Pour l'instant, les emplois dénombrés en 2005 dépassent toujours ceux des années 2000 à 2003, ce qui laisse supposer que le marché du travail de la région demeure relativement solide tout en comportant des fragilités. Il en résulte une hausse du taux de chômage qui, de 7,6 % qu'il était en 2004 passe à 7,7 % en 2005. Ce taux est le second plus faible enregistré dans la région depuis 1987. L'indicateur de chômage, quant à lui, augmente carrément dans La Mitis et plus faiblement dans La Matapédia, le Témiscouata, Matane et Rivière-du-Loup. Ailleurs il est en baisse.

La situation du marché du travail touche à la fois les hommes et les femmes. En effet, les emplois masculins reculent de 6,6 % tandis que les emplois féminins perdent du terrain dans une proportion de 4,2 %. Le taux de chômage masculin s'établit à 9,7 %, soit plus du double du taux de chômage féminin qui se fixe, lui, à 4,6 %. Quant à celui des jeunes, à 9,6 % au Bas-Saint-Laurent, il demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active.

Dans ce contexte, le *secteur de la production de biens* (primaire, secondaire et services publics — 32 % des emplois) gagne 800 effectifs malgré le recul important du manufacturier, alors que le *secteur des services* (tertiaire — 68 % des emplois) ampute la structure économique de la région de 8 700 postes.

# Section 1

## Conjoncture

### L'économie au Québec et au Canada<sup>2</sup>

Forte des dépenses des ménages et des investissements en équipement informatique qui ont continué de la soutenir, la production intérieure brute américaine a progressé à bon rythme (+3,3 %)<sup>3</sup> au deuxième trimestre de 2005, selon le Bureau of Economic Analysis. Celle-ci avait par ailleurs été freinée par une baisse importante des stocks des entreprises. Le marché du travail était à l'avenant en août, avec une croissance de l'emploi de 169 000 et un de taux de chômage de retour sous la barre des 5 % pour la première fois depuis août 2001. Malgré les effets négatifs à court terme qu'auront eus sur l'économie l'ouragan Katrina et, par la bande, la hausse des prix de l'énergie, la Réserve Fédérale américaine (FED) considère que les menaces de ralentissement demeurent réduites. Elle a ainsi haussé son taux directeur de 25 points de base, à 3,75 %, invoquant la continuation de la bonne performance à moyen terme de son économie, et ce, malgré la chute de l'indice de confiance du Conference Board, qui est passé de 105,5 en août à 86,6 en septembre.

En juillet, l'économie canadienne a continué sa progression, avec une augmentation mensuelle de 0,2 %, de son produit intérieur brut réel. Tant les industries productrices de biens, dont l'extraction minière, l'extraction de gaz et de pétrole (+3,6 %), que celles productrices de services ont contribué à cette hausse. Parmi ces dernières, mentionnons la bonne tenue du commerce de détail (+1,2 %) et du secteur de l'hébergement et des services de restauration (+1,0 %). Le PIB moyen des sept premiers mois de 2005 a progressé de 2,8 % par rapport aux sept premiers mois de 2004. Les entreprises exportatrices de marchandises canadiennes ont vu la valeur de leurs expéditions<sup>4</sup> outre frontière baisser de 1,5 % en juillet, affichant toutefois une hausse cumulative de 0,7 % par

rapport à la moyenne des sept premiers mois de 2004. Ce sont les produits énergétiques qui se sont démarqués alors que la valeur des exportations des produits de l'agriculture et de ceux de la forêt était à la baisse. En dollars courants cependant, les exportations canadiennes ont progressé au rythme de 2,1 % de juin à juillet grâce, en partie, à la demande extérieure vigoureuse pour le pétrole brut. La valeur des importations, quant à elle, a régressé au cours de cette période (-0,5 %), à cause notamment des produits de l'agriculture et de la pêche et des produits forestiers. Ces mouvements conjugués ont fait s'accroître l'excédent commercial canadien de 949 millions de dollars en juillet, à 5,8 milliards de dollars. Mentionnons que la balance commerciale canadienne face aux États-Unis s'est gonflée de 670 millions de dollars en juillet.

Au Québec, le PIB réel aux prix de base a également continué de grimper en juin, avec une hausse mensuelle de 0,4 %. Les industries productrices de services étaient aux avant-postes (+0,8 %) alors que les industries productrices de biens (-0,4 %) éprouvaient des difficultés. Ce sont principalement le commerce de gros (+2,3 %), le commerce de détail (+0,9 %) et les services d'enseignement (+0,9 %) qui ont orchestré cette amélioration. Après six mois, la croissance cumulée de l'économie québécoise était de 2,5 %. Les exportations internationales de marchandises<sup>5</sup> ont continué leur progression en dents de scie en juillet au Québec, fléchissant légèrement de 0,4 % après une hausse de 3,7 % en juin. La moyenne cumulative de 2005 dépassait cependant de 4,1 % celle des mêmes mois de 2004. Ce sont l'équipement et le matériel de communication ainsi que les avions qui ont le plus contribué à cette hausse. Parmi les groupes à la baisse, notons les machines et le matériel de bureau ainsi que les moteurs d'avions. Les ventes au détail québécoises ont crû de 0,4 % au cours du mois de juillet. Quant aux ventes en gros, après deux hausses consécutives, elles ont reculé à un rythme de 0,3 %. Les intentions de construire ont évolué de façon opposée au Canada et au Québec en juillet dernier. Alors que la valeur des permis de bâtir québécois augmentait de 5,4 %, celle des projets de construction canadiens enregistrait une baisse de 3,0 %. C'est le secteur résidentiel qui s'est encore illustré au Québec avec une croissance de 15 % de la valeur de ses permis de bâtir. Mentionnons cependant que la moyenne québécoise des sept premiers mois de 2005, par rapport à celle de 2004, était plus faible de 1,7 % pour l'ensemble des secteurs (résidentiel ou non). Quant au nombre de mises en chantier, les données nous indiquent qu'il a fortement régressé, tant au Canada (-17,1 %) qu'au Québec (-14,1 %), au mois d'août.

<sup>2</sup> Cette section a été rédigée par Richard Legris, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

<sup>3</sup> Données révisées et finales.

<sup>4</sup> En dollars constants.

<sup>5</sup> Désaisonnalisées, en dollars constants.



# Marché du travail

## 1.1 Les principaux indicateurs au Québec

La création d'emplois au cours de la période estivale, soit le troisième trimestre, s'est traduite par une progression de 34 800 personnes occupées comparativement à la même période de 2004. Cette progression, plus importante que le trimestre précédent mais moins que celle observée au premier trimestre de l'année, nous dicte que le marché du travail québécois semble plus fragile, avec un rythme de création d'emplois sous les 1,0 %. Ces données pâlisent l'image du marché du travail que nous décrivait auparavant les indicateurs. En effet, entre le troisième trimestre de 2004 et ce même trimestre de 2003, pas moins de 75 400 emplois avaient été créés, un rythme annualisé de 2,0 %.

Le bilan des neuf premiers mois de 2005 fait état de 34 700 emplois additionnels au Québec, pour un taux de variation annuel de 0,9 %, à l'image du troisième trimestre; c'est deux fois moins que l'an dernier! Malgré cela, les observations de Statistique Canada font état de huit années consécutives de création d'emplois, un avantage pour les chercheurs d'emploi ayant les qualifications requises pour les nouveaux postes offerts. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier qu'il y a eu quelques licenciements massifs et certaines fermetures importantes.

Malgré la hausse des prix de l'énergie et les catastrophes climatiques, les statistiques économiques laissent présager que les menaces de ralentissement de l'économie américaine demeurent réduites. Par contre, la concurrence de pays émergents fragilise plusieurs activités dont le secteur de la fabrication. Comme les marchés du travail canadien et québécois sont influencés à la fois par ce qui se passe au sud de la frontière et par les nouveaux joueurs économiques internationaux, la création d'emplois pourrait ne pas revenir aux niveaux déjà enregistrés.

Les données sur la population active indiquent qu'entre le troisième trimestre de 2004 et celui de 2005, 47 300 personnes se sont ajoutées à la population active pour une variation plus importante que celle de la création d'emplois. Un nombre d'emplois disponibles qui n'est pas à la hauteur des attentes de l'activité de la population ne peut que se traduire par de nouveaux chercheurs d'emplois, ce qui a fait passer le taux de chômage de 7,8 % à 8,0 %, une nouvelle que les analystes du marché du travail reçoivent avec prudence, compte tenu que la montée du chômage fut essentiellement due au gonflement de la population active.

Le nombre de personnes à la recherche d'emploi s'est établi à 331 500 en moyenne pour le dernier trimestre, soit 12 500 de plus que l'an dernier à la même période. La cause : le ralentissement de la croissance de l'emploi jumelée à une population active plus nombreuse. Nous remarquons que le taux d'activité demeure stable à 66,6 % en raison de la croissance démographique de la population âgée de 15 ans et plus qui, selon Statistique Canada, s'est accrue de 70 000 personnes en 2005.

## 1.2 Les principaux indicateurs au Bas-Saint-Laurent

La saison estivale, soit le **troisième trimestre** de l'année, a amené le niveau d'emploi à 97 000 personnes, ce qui équivaut à un recul de 5 500 postes sur les statistiques de l'an dernier. Cet estimé de l'Enquête sur la population active signifie un pas en arrière de 5,4 % : tout un revirement de situation. De son côté, la population active passe de 110 100 à 104 700, soit 5 400 retraits du marché du travail, pour un taux de variation de -4,9 %.

Les caractéristiques de l'Enquête sur la population active et la rotation de l'échantillon sur un territoire mi-urbain mi-rural provoquent des variations importantes de la population active pour la région du Bas-Saint-Laurent. Il arrive donc que la variation de l'emploi qui en découle soit influencée par ce comportement des données de l'Enquête. L'an dernier, à ce chapitre, les statistiques ont fracassé tous les sommets historiques. Nous croyons donc qu'il faut tenir compte de ce phénomène dans l'interprétation des résultats.

Dans les faits, nous pouvons également observer que le marché du travail du Bas-Saint-Laurent comporte quelques fragilités. Quelques fermetures de filiales d'entreprises telles Phillips Fitel, SuperPages et Cacouna Métal ont marqué l'économie de leurs localités. S'ajoutent à ceci des réductions de postes chez Qualité Élastique et Calko ainsi que d'autres annoncées chez Uniboard Canada et Bombardier, sans compter l'impact de la fermeture de la papetière Smurfit Stone de New-Richmond sur l'industrie forestière de la région, celle-ci présentant déjà des fragilités. Ces événements assombrissent les bonnes nouvelles qui caractérisaient l'actualité économique régionale des deux dernières années.

Pour ajouter à la perspective, jetons un regard sur les **neuf premiers mois** de l'année comparativement à la même période de l'an dernier. Sur cette base de comparaison, l'année 2005 se solderait par 2 900 postes de moins que l'année précédente, ce qui nous apparaît plausible. Pour l'instant, les emplois dénombrés en 2005 dépassent toujours ceux des années 2000 à 2003, ce qui



laisse supposer que le marché du travail de la région demeure assez solide et connaît, depuis le début des années 2000, ses meilleurs moments malgré les quelques hésitations signalées en 2005. Ce qui inquiète à moyen terme c'est la situation qui prévaut dans les pâtes et papiers en Amérique du Nord. Après Chandler et New-Richmond, les papetières du Bas-Saint-Laurent pourraient-elles être menacées? Ce qui inquiète aussi est la situation de celles des industries régionales pour lesquelles la concurrence internationale est forte. Seront-elles touchées davantage?

Comme la population active a moins reculé que l'emploi, il en résulte une hausse du taux de chômage qui, de 7,6 % qu'il était en 2004, passe à 7,7 % en 2005. Ce taux de chômage est le second plus faible enregistré dans la région depuis 1987, peu importe le trimestre étudié. Fait doublement intéressant, le taux de chômage estimé au Québec (8,0 %) est plus élevé que celui du Bas-Saint-Laurent pour ce troisième trimestre. Il faut voir également que la bonne tenue du taux de chômage est aidée par la démographie bas-laurentienne, région où la population a du mal à maintenir ses effectifs.

Le taux d'activité s'est fixé à 62,8 % au troisième trimestre de 2005, en baisse de 3,5 points de pourcentage par rapport à celui du même trimestre de l'an dernier. La lecture des cinq dernières années précédant le sommet de 2004, pour un troisième trimestre, montre plutôt un taux d'activité moyen de 58,9 %. Ce taux, pour le Bas-Saint-Laurent, historiquement éloigné du taux moyen provincial (66,7 %), s'en rapproche. Quatre régions obtiennent des taux d'activité plus bas que celui de la région. Auparavant, seule la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine affichait un taux d'activité plus faible. Présentement, en plus de celle-ci, l'Abitibi—Témiscamingue, la Mauricie et le Saguenay—Lac-Saint-Jean affichent des taux de participation inférieurs à celui du Bas-Saint-Laurent.

Le troisième indicateur du marché du travail, le rapport emploi/population ou taux d'emploi, s'est fixé à 58,2 %, soit à 3,5 points de pourcentage du record de l'an dernier. Ce taux demeure dans les meilleurs taux pour ce trimestre depuis 1987. Au Québec, à 61,4 %, le taux d'emploi a toujours été supérieur à celui du Bas-Saint-Laurent.

Cette situation est-elle le reflet de toutes les **MRC du Bas-Saint-Laurent**? Les données sur les prestataires de l'assurance-emploi nous en donnent un aperçu. En septembre 2005, le Québec comptait 2,4 % de moins de prestataires du régime fédéral de soutien du revenu tandis que dans la région, ce groupe de la population demeurait pratiquement inchangé. Toutefois, il a augmenté de façon marquée dans La Mitis et plus faiblement dans La

Matapédia, le Témiscouata, Matane et Rivière-du-Loup. Ailleurs, il est en baisse. Le nombre de prestataires de l'assurance-emploi s'est établi à 11 458 en septembre 2005, pour un taux de prestation de 8,5 % au Bas-Saint-Laurent contre 5,0 % au Québec. Ce taux (nombre de prestataires/population de 15-64 ans), demeure plus préoccupant dans les MRC de Matane et La Matapédia. Il est aussi supérieur à la moyenne dans le Témiscouata, Les Basques et La Mitis. Le tableau 7B demeure explicite à ce sujet.

### 1.3 Les autres régions du Québec

Au troisième trimestre de 2005, dix régions ont contribué à la hausse estimée de 34 800 nouveaux postes dans l'ensemble de la province. Les principales régions créatrices d'emploi, en nombre, sont Lanaudière (12 100), Montréal (10 700), le Centre-du-Québec (9 200) et la Capitale-Nationale (9 000). Quelques régions font bande à part; on retrouve les chutes d'emploi les plus significatives dans les Laurentides (-12 100), le Bas-Saint-Laurent (-5 500), l'Abitibi—Témiscamingue (-2 800) et le Saguenay—Lac-Saint-Jean (-2 600).

En 2005, au troisième trimestre, c'est au Bas-Saint-Laurent que la chute a été la plus importante en pourcentage, avec un recul de 5,4 %; un résultat moins intéressant que celui des dernières années. Dans l'ensemble, exception faite de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, les régions ressources connaissent des moments plus difficiles que les autres régions québécoises.

Plusieurs régions ont vu baisser leur taux de chômage. La Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (-2,8 points), la Mauricie (-2,8 points) et le Saguenay—Lac-Saint-Jean (-2,6 points) ont enregistré les baisses les plus significatives. À signaler que le taux de chômage le plus faible a été observé dans la région Chaudières-Appalaches avec 5,5 %. Ce n'est pas la première fois que cette région remporte la palme sur ce point.

Toutefois, la majorité des régions, neuf, ont vu, elles, leur taux de chômage se relever. Les Laurentides (2,1 points), la Capitale-Nationale (1,8 points), Laval (1,2 points) et le Centre-du-Québec (1,2 points). Si Chaudières-Appalaches obtient régulièrement les meilleurs taux de chômage, la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine demeure celle où le taux de chômage se maintient au sommet. Pour ce trimestre, il est de 13,2 %; rappelons cependant qu'il était de 16,0 % l'an dernier à la même période.

#### 1.4 La situation selon l'âge et le sexe

En 2005, au troisième trimestre, les indicateurs du marché du travail pour le Québec montrent une situation différente pour les **hommes et les femmes**. Ceux-là ont gagné 8 400 emplois alors que celles-ci ont obtenu 26 400 nouveaux postes. En termes relatifs, cela donne des pourcentages de 0,4 % contre 1,5 %. Toutefois, autant d'hommes (20 600) que de femmes (26 400) ont intégré le marché du travail au cours des douze derniers mois. Comme les emplois féminins étaient au rendez-vous, leur taux de chômage s'est replié de 7,9 % à 7,8 %, celui des hommes se chiffrant à 8,2 %, en hausse de 0,5 point. À noter qu'à 72,9 % pour les hommes et 60,8 % pour les femmes, il existe un écart important entre le taux d'activité masculin et féminin.

Dans le Bas-Saint-Laurent, il faut être prudent avec la variation annuelle des indicateurs du marché du travail. Toutefois, on peut affirmer que la situation de l'économie et du marché du travail affecte à la fois les hommes et les femmes. En effet, les emplois masculins reculent de 6,6 % tandis que les emplois féminins perdent du terrain dans une proportion de 4,2 %. Quant au taux de chômage, celui des hommes est habituellement plus élevé que celui des femmes. C'est encore une fois le cas au troisième trimestre de 2005 alors que le taux masculin s'établit à 9,7 %, soit plus du double du taux féminin qui se fixe à 4,6 %.

Au Québec, les **jeunes** ont perdu du terrain dans la course aux emplois, car le seul groupe d'âge qui a été avantagé par l'addition de nouveaux emplois au troisième trimestre de 2005 est celui des plus de 30 ans. En effet, 49 800 nouveaux postes ont été destinés aux travailleurs plus âgés, les jeunes essuyant un revers que l'Enquête chiffre à 15 000 postes. Au Bas-Saint-Laurent, toujours selon l'Enquête sur la population active, nous constatons une situation où les jeunes ont eu plus de veine car ils ont obtenu une meilleure part de l'emploi (3,4 %) tout en demeurant plus actifs sur le marché du travail. Pendant ce temps, les personnes de plus de 30 ans écopaient des revers de certains secteurs du marché du travail régional avec 6 300 postes en moins.

Au Québec comme dans la région, le taux de chômage des jeunes — pour l'Enquête sur la population active les personnes âgées entre 15 et 29 ans — demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active. Le taux de chômage des jeunes du Québec s'établit à 11,6 %, contre 6,7 % pour le reste de la population. Au Bas-Saint-Laurent, il se fixe à 9,6 % et surpasse celui des personnes de plus de 30 ans de 3 points de pourcentage. En définitive, l'année 2005 représente

une meilleure période d'activité pour les 15-29 ans habitant la région du Bas-Saint-Laurent.

#### 1.5 L'emploi sectoriel

Dans la **province**, le marché du travail procure, au troisième trimestre de 2005, 34 800 nouveaux emplois, pour un taux de variation de 0,9 % sur le troisième trimestre de 2004. Dans ce contexte de ralentissement de la croissance du marché du travail québécois, force est de constater que 8 catégories sur les 18 que l'on retrouve au tableau 4 présentent un bilan négatif, c'est donc dire que les entreprises de ces secteurs offrent en 2005 moins d'emploi qu'en 2004. Le **secteur de la production de biens**, qui comprend l'ensemble du primaire, les services publics, la fabrication et la construction, soit 26 % des emplois du Québec, gagne 14 500 effectifs, alors que le **secteur des services** (74 % de la structure économique québécoise) procure 20 300 nouveaux emplois.

Les activités primaires, autant du côté de l'emploi agricole que dans les autres branches de ce secteur, profitent du contexte favorable aux ressources naturelles et favorisent la création d'emploi en 2005. Selon Statistique Canada, environ 23 000 postes supplémentaires auraient été créés. Une seule ombre au tableau, le domaine de l'exploitation forestière.

L'Enquête sur la population active suggère que la construction se comporte particulièrement bien car on y retrouve 21 400 emplois de plus que l'an dernier tandis que les services publics présentent quelques faiblesses. Les informations de la CCQ font état d'une croissance de 2 % des heures travaillées pour les deux premiers trimestres de l'année, ce qui représenterait le plus haut niveau d'activité depuis 1978. Au second trimestre de 2005, 88 388 travailleurs ont été actifs sur les chantiers du Québec, dépassant ainsi le nombre de l'an dernier de 4 %, ce qui confirme la vigueur de l'industrie.

Par contre, le secteur manufacturier, ou si l'on veut, la fabrication, non seulement stagne mais perd 28 800 effectifs. Des fermetures d'entreprises importantes et la concurrence de pays émergents sur l'échiquier économique mondial fragilisent les activités manufacturières nord-américaines. Dans le groupe des industries de fabrication les moins performantes on retrouve la *Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac*, la *Fabrication de vêtements et de produits en cuir*, la *Fabrication de produits en bois*, l'*Impression*, la *Fabrication de produits minéraux non métalliques*, la *Fabrication de machinerie*, la *Fabrication de matériel de transport* et la *Fabrication de produits informatiques et électroniques*. Une question se pose : jusqu'où la remontée du dollar canadien, la hausse des coûts

de l'énergie et le contexte politique et économique mondial influenceront-ils les exportations et auront-ils encore des effets négatifs sur plusieurs activités industrielles?

Quelques industries en croissance se distinguent toutefois : la *Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique*, la *Première transformation des métaux* et la *Fabrication de produits métalliques*. Les industriels liés à ces domaines d'activité ont embauché, à eux seuls, près de 40 000 personnes de plus que l'an dernier. Quelques autres activités manufacturières progressent, mais plus faiblement. Le tableau 6 en présente un portrait détaillé.

Dans le secteur des services, les activités tertiaires liées à la consommation présentent un portrait quelque peu ambigu. En effet, l'emploi augmente de 17 900 dans le *Commerce* et dans les *Services d'hébergement et de restauration*. Toutefois, si le secteur de l'*Information, culture et loisir* perd quelques effectifs, celui des *Autres services* (incluant les services de réparation) évolue dans un contexte qui semble difficile. Ces activités sont tributaires des dépenses de consommation des ménages et de la venue des visiteurs de l'étranger et du reste du Canada.

Les domaines d'activité dont les services sont destinés à la production montrent une nette progression pour les *Services aux entreprises*, *services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien* avec 25 100 personnes supplémentaires en emploi. Ce domaine offre d'excellentes possibilités de croissance depuis plusieurs années et évolue dans un contexte qui offre de nombreuses opportunités aux personnes possédant les qualifications requises. Les autres domaines reliés aux services productifs, le *Transport et entreposage*, les *Finances, assurances, immobilier et location* et les *Services professionnels scientifiques et techniques* perdent du terrain et privent 18 000 personnes de leur emploi entre 2004 et 2005.

Quant aux services publics et parapublics, ils sont marqués par la morosité dans les *Administrations publiques* tandis que les *Soins de santé et assistance sociale* et les *Services d'enseignement* bénéficient du vieillissement d'une population qui nécessite de plus en plus de soins et ainsi fait que les administrations embauchent plus de personnel, notamment dans les services privés.

**Au Bas-Saint-Laurent**, comme nous l'avons mentionné à quelques reprises, le signal que donne Statistique Canada est à lire avec précaution car les données comportent d'amples taux de variation. Rappelons que ce sont des estimés statistiques et que plus on segmente le marché du travail de la région, plus les variables sont petites et plus les marges d'erreur grandes.

Le marché du travail bas-laurentien se chiffre à 97 000 emplois et reflète qu'au troisième trimestre de 2005, 5 400 personnes ont perdu leur emploi. Ceci résulte en un taux de variation de -5,5 % sur le troisième trimestre de 2004. Rappelons qu'en 2004, pour la première fois de l'histoire du Bas-Saint-Laurent, le nombre de personnes occupées avait dépassé les 100 000 et ce, pour un troisième trimestre. Même si le marché du travail connaît quelques hésitations, il demeure relativement vigoureux. Dans ce contexte, le grand *Secteur de la Production de biens* (primaire, secondaire et services publics — 32 % des emplois) gagne 800 effectifs, alors que le *Secteur des services* (tertiaire — 68 % des emplois) ampute la structure économique de la région de 8 700 postes.

Les estimés de Statistique Canada pour les activités **primaires** du Bas-Saint-Laurent surprennent par leur vigueur, tant pour l'*Agriculture* que pour les *Autres branches du secteur primaire*. Ce n'est sûrement pas le cas pour la foresterie, doublement touchée par la situation du bois d'œuvre et de nouvelles réductions des droits de coupe. S'ajoute à cela l'impact de la fermeture de la papetière Smurfit Stone de New-Richmond sur l'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent. Selon l'Enquête sur la population active, environ 11 % des emplois de la région dépendent de l'exploitation des ressources naturelles.

Toujours selon Statistique Canada, les effectifs de la **construction** atteignent les 5 900 personnes occupées dans le Bas-Saint-Laurent et bénéficient d'un contexte favorable. Les statistiques de la CCQ donnent un portrait semblable. L'organisme québécois signale, dans sa publication du deuxième trimestre, que notre région et celle de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine font partie des régions dynamiques du Québec avec une hausse de 12 % des heures travaillées sur leurs chantiers entre janvier et juin 2005. Cet organisme estime le nombre de travailleurs à 3 942, ce qui représente les personnes en emploi régies par l'organisme provincial. Le nombre de salariés domiciliés dans la région est cependant affecté par le parachèvement de chantiers hors région, comme Alouette à Sept-Iles et Eastmain 1 à la Baie-James.

Mentionnons que la construction industrielle continue sa descente. Toutefois, la construction d'usines à Matane et Gaspé, en lien avec les projets éoliens, bénéficiera au secteur dans la deuxième moitié de l'année. Le volume de travail du génie civil et de la voirie grimpe de 38 % et influence la bonne tenue de l'industrie dans l'Est du Québec. Travaux routiers, infrastructures municipales et projets éoliens donnent lieu à plusieurs chantiers.

Le secteur résidentiel n'est pas en reste et bénéficie d'un accroissement notable de 17 % des heures travaillées. Le domaine de l'Institutionnel et commercial (le plus important en volume) affiche une croissance de 10 %; la construction de la salle de spectacles de Rimouski et les rénovations aux centres hospitaliers de Rimouski et Mont-Joli en sont les projets majeurs.

On trouvera ci-après les principaux travaux en cours pour le Bas-Saint-Laurent au deuxième trimestre de 2005, auxquels on a ajouté quelques chantiers gaspésiens pouvant influencer l'embauche de travailleurs de la région :

**Chantiers importants – 2<sup>e</sup> trimestre 2005, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine**

Site	Propriétaire	Type de construction	Valeur (M\$)
Baie-des-Sables	Municipalité de Baie-des-Sables	Construction des égouts et aqueduc	6,0
Cap-Chat	Sural, Alfa Quartz C.A.	Construction d'usine	18,0
Gaspé	LM Glasfiber	Construction d'usine	12,0
La Pocatière	Institut de technologie agroalimentaire	Usine-école	7,2
Matane	Ville de Matane	Amélioration du Système d'approvisionnement en eau	11,0
Matane	Marmen	Usine	25,0
Matane	Diarough Usine	Implantation d'usine	20,0
Murdochville	Mont Cooper	Parc d'éoliennes	180,0
Péninsule gaspésienne	Télus Québec	Câblage	5,0
Rimouski	Caisse Populaire Desjardins	Immeubles à bureaux	7,0
Rimouski	Ville de Rimouski	Salle de spectacles	13,4
Rimouski	Centre hospitalier régional de Rimouski	Rénovation et agrandissement	12,4
Rimouski	Ameublements Tanguay inc.	Construction de magasin	9,0
Rivière-du-Loup	Ville de Rivière-du-Loup	Aréna	8,8
Rivière-du-Loup	Domaine La Fontaine	Immeuble	6,0
Rivière-du-Loup	Groupe Dynaco/BMR	Magasin	5,0
Rivière-du-Loup/Dégelis	Ministère des Transports	Réfection de route 185	108,0
Saint-Alexandre	Aliments Asta inc.	Modernisation d'usine	6,3
Sainte-Flavie	Institut Maurice-Lamontagne	Rénovation	5,0

Le secteur **manufacturier** ou secteur de la fabrication selon l'appellation de la SCIAN, comptait 13 900 emplois au troisième trimestre de 2005, soit 14,3 % de l'emploi total de la région pour ce trimestre. Cette proportion est moins élevée que l'an dernier car Statistique Canada estime que le manufacturier régional compte 3 000 emplois de moins pour la même période. Les industries des aliments, du bois, des pâtes et papiers et de la métallurgie, dont les équipements de transport, en sont les éléments moteurs. Quelques fermetures de filiales d'entreprises comme Phillips Fitel et Cacouna Métal s'ajoutent aux réductions de postes chez Qualité Élastique et Calko. D'autres licenciements sont annoncés chez Uniboard Canada et Bombardier. Les industries où la concurrence internationale est forte semblent touchées. Le seront-elles davantage? Il faut également considérer l'impact de la fermeture de la papetière Smurfit Stone de New-Richmond sur certaines usines de sciage du Bas-Saint-Laurent, celles-ci étant déjà fragiles à cause de la situation dans le secteur du bois d'œuvre.

Ces événements assombrissent les bonnes nouvelles qui marquent l'actualité économique du Bas-Saint-Laurent comme la bonne tenue de l'industrie agroalimentaire et du domaine de la deuxième transformation du bois. D'autres secteurs de la fabrication demeurent dynamiques, notamment les industries de production métallique et de machinerie. À noter que des projets de fabrication de composantes d'éoliennes et d'autres dans le domaine des biotechnologies marines ponctuent la nouvelle économique.

Le **tertiaire**, qui comprend plus de 70 % des emplois tant en région qu'au Québec, recèle des spécialités bas-laurentiennes. En effet, le secteur des communications s'affiche comme une des spécialisations de l'activité économique régionale pour cette catégorie sectorielle. L'énergie, avec les projets éoliens, caractérise également la région. Les activités autour du domaine maritime (enseignement, recherche, transport) et du tourisme de loisir et d'affaires, s'inscrivent aussi au portfolio du Bas-Saint-Laurent.

Le tertiaire de consommation connaît, quant à lui quelques hésitations en ce qui concerne les *Autres services*, incluant les services de réparation. Toutefois, les *Activités commerciales*, l'*Hébergement et services de restauration* et le domaine de l'*Information, culture et loisir*, atteignent des niveaux élevés pour la région du Bas-Saint-Laurent. À titre d'exemple, au troisième trimestre de 2005, 17 100 personnes y oeuvrent dans les différents commerces de gros et de détail, ce qui représente 17,6 % du marché du travail régional. C'est la catégorie la plus importante et, de ce fait, elle offre plusieurs opportunités d'insertion au marché du travail pour les nouveaux chercheurs d'emploi.

Statistique Canada donne une tendance positive de l'emploi dans les secteurs tertiaires dits productifs que sont les *Finances, assurances, immobilier et location* et le *Transport et entreposage* qui voient grossir leurs effectifs de 900 personnes en emploi. Par contre, il en est tout autrement pour les *Services aux entreprises, Services relatifs aux bâtiments et autres services* et les *Services professionnels, scientifiques et techniques*, domaines où 1 900 personnes ont été retranchées par rapport à l'an dernier.

Finalement, l'Enquête sur la population active estime que les services publics et parapublics tels les Services d'enseignement, les Soins de santé et assistance sociale, de même que l'Administration publique provoquent un ralentissement d'activité comparativement à l'an dernier. Si le fait que l'emploi ralentit dans le secteur de la santé nous apparaît momentanément, dans l'enseignement, la baisse de clientèle scolaire explique les statistiques alors que dans l'administration publique, des incertitudes planent. Toutefois, à cause du remplacement de la main-d'oeuvre en raison des départs à la retraite, ces domaines (21,7 % de l'emploi de la région) fournissent de plus en plus de possibilités d'emploi.

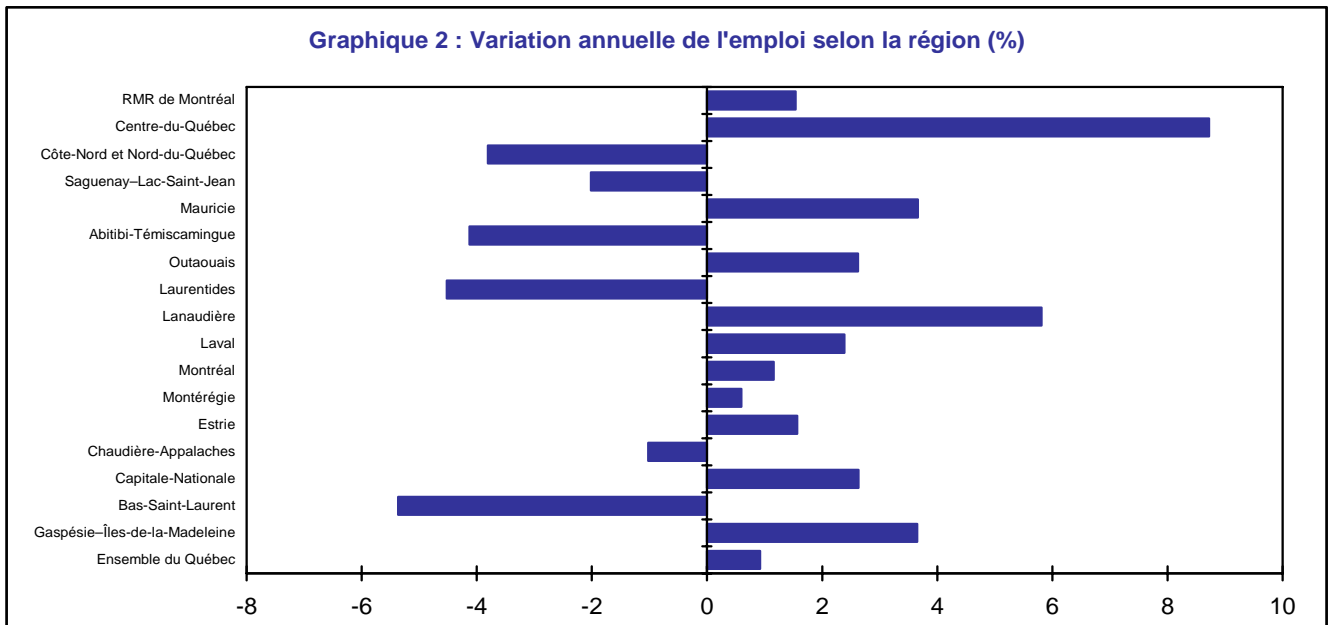
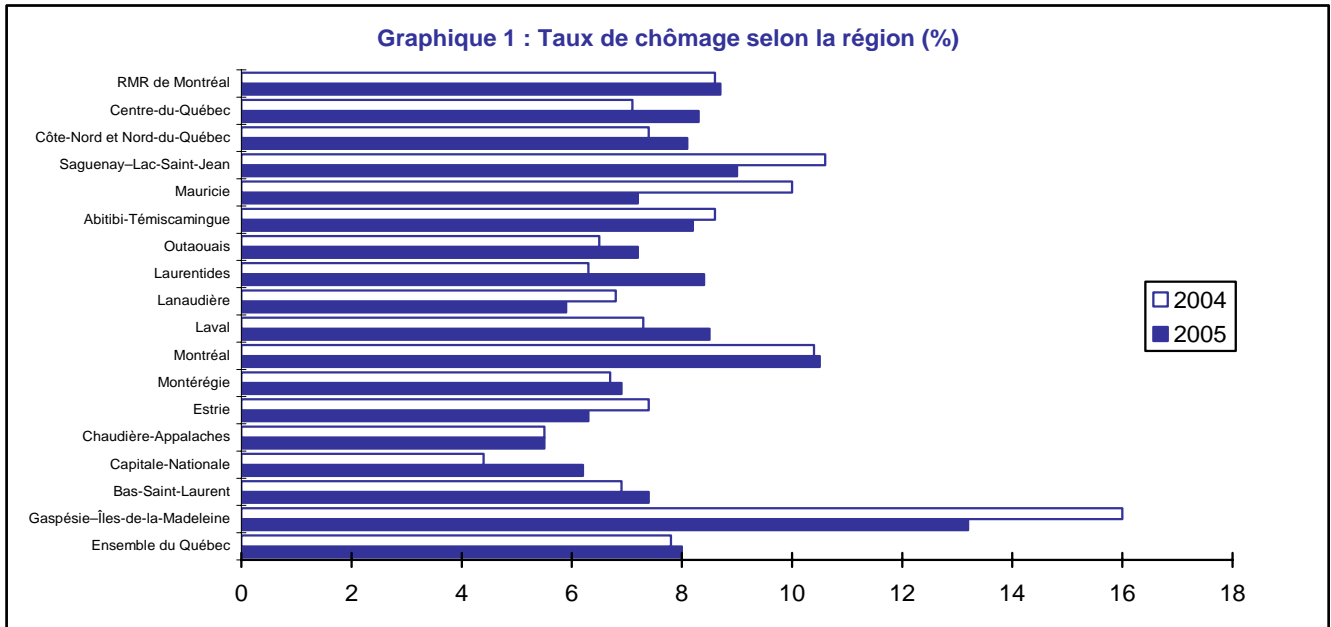
# **Section 2**

---

## **Graphiques et tableaux**



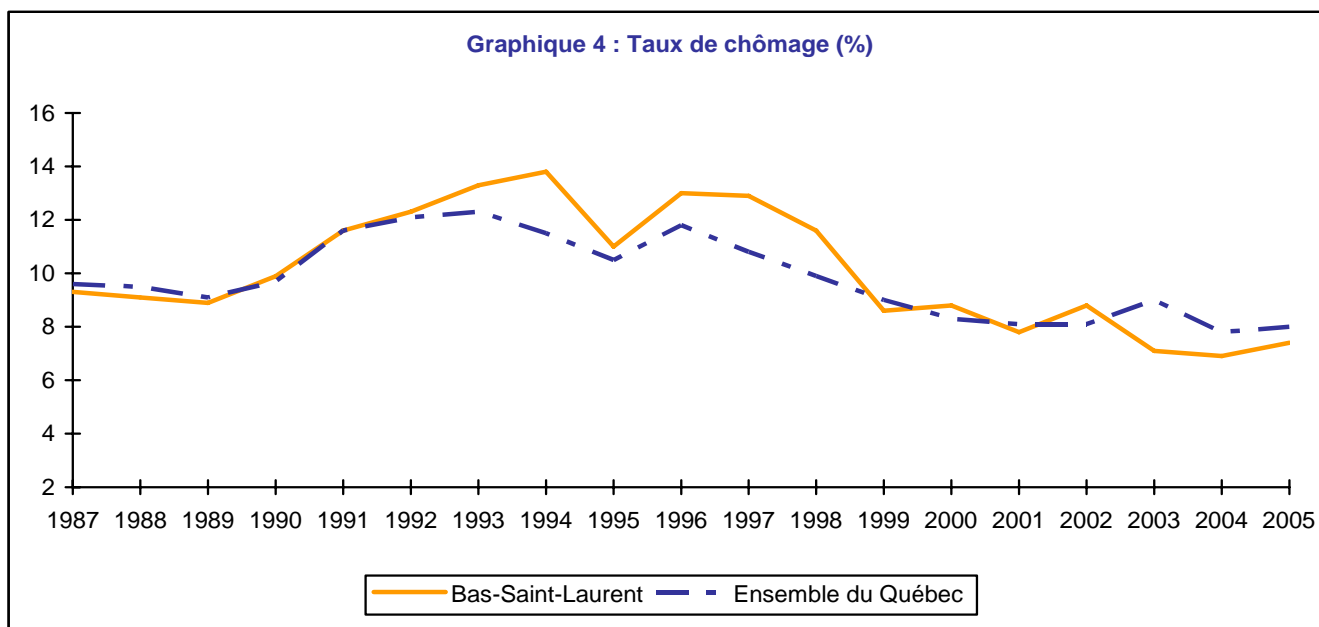
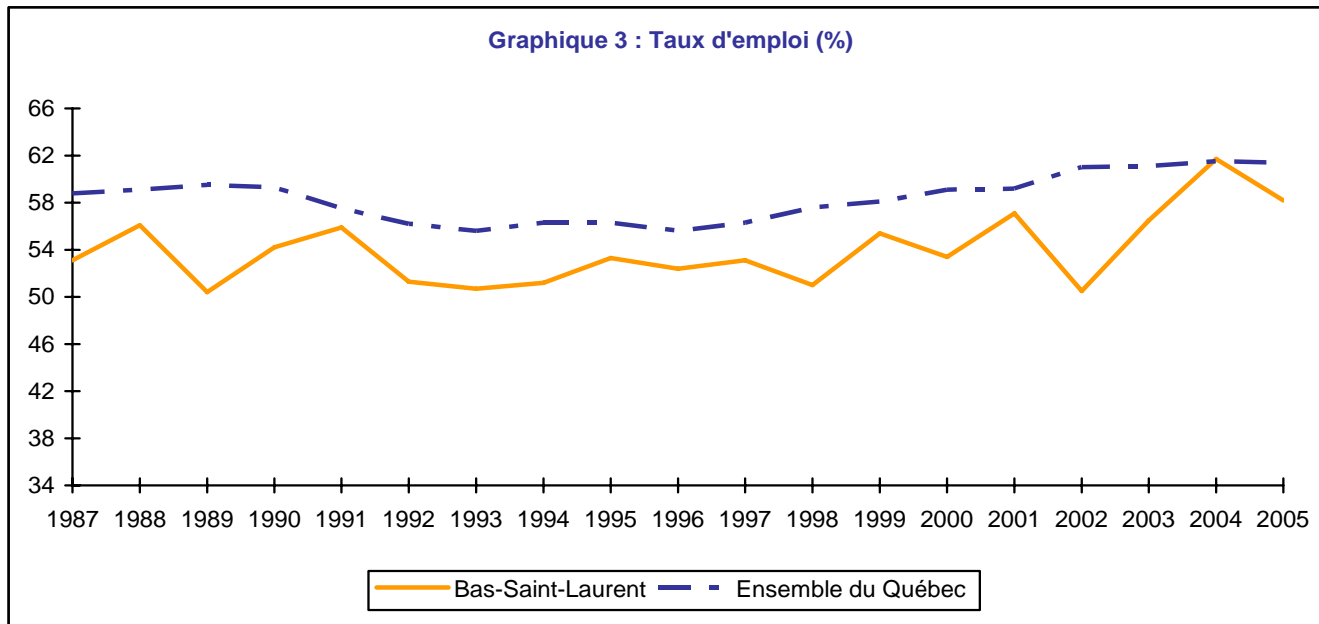
**Graphiques 1 et 2**  
**TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION**  
**3<sup>e</sup> trimestre 2005**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

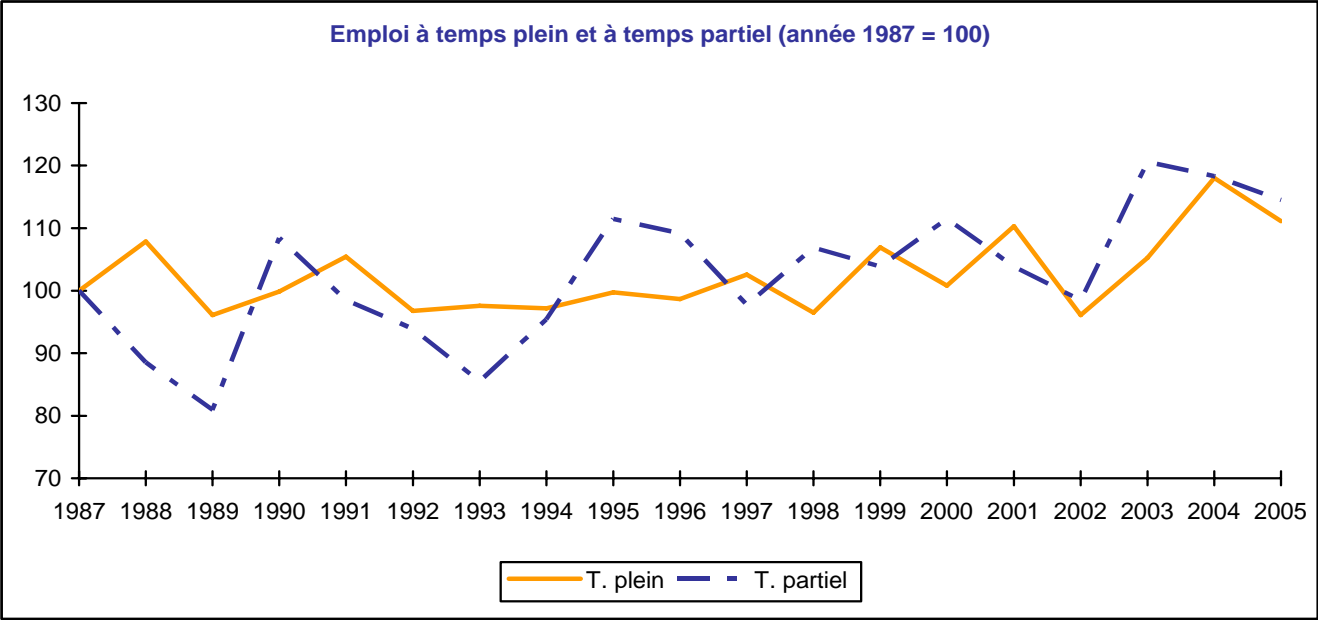


**Graphiques 3 et 4**  
**TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)**  
 Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec  
 3<sup>e</sup> trimestre 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Graphique 5**  
**EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL**  
**Bas-Saint-Laurent**  
**3<sup>e</sup> trimestre 2005**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 1**  
**PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**  
**Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec**  
**Données non désaisonnalisées**

Indicateurs du marché du travail	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	3 <sup>e</sup> trimestre 2005	2004	Variation %	3 <sup>e</sup> trimestre 2005	2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	166,6	166,0	0,4	6 191,5	6 121,5	1,1
Population active (000)	104,7	110,1	-4,9	4 132,4	4 085,1	1,2
Emploi (000)	97,0	102,5	-5,4	3 801,4	3 766,6	0,9
- Temps plein (000)	82,0	87,1	-5,9	3 186,0	3 175,5	0,3
- Temps partiel (000)	15,0	15,5	-3,2	615,4	591,1	4,1
Chômeurs et chômeuses (000)	7,7	7,6	1,3	331,0	318,5	3,9
Taux de chômage (%)	7,4	6,9		8,0	7,8	
Taux d'activité (%)	62,8	66,3		66,7	66,7	
Taux d'emploi (%)	58,2	61,7		61,4	61,5	
Durée du chômage (semaines)	10,6	13,0	-18,5	19,6	19,4	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 2**  
**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES**  
**QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**  
**3<sup>e</sup> trimestre 2005**  
**Données non désaisonnalisées**

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
<b>RÉGIONS ÉCONOMIQUES</b>			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	53,1	13,2	46,1
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	<b>62,8</b>	<b>7,4</b>	<b>58,2</b>
Capitale-Nationale	67,3	6,2	63,1
Chaudière-Appalaches	69,6	5,5	65,7
Estrie	64,9	6,3	60,8
Montérégie	67,8	6,9	63,1
Montréal	66,5	10,5	59,5
Laval	68,7	8,5	62,8
Lanaudière	69,7	5,9	65,6
Laurentides	67,7	8,4	62,0
Outaouais	70,7	7,2	65,7
Abitibi-Témiscamingue	61,9	8,2	56,9
Mauricie	60,9	7,2	56,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	62,0	9,0	56,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,0	8,1	58,8
Centre-du-Québec	68,7	8,3	63,0
<b>RÉGIONS MÉTROPOLITAINES</b>			
Chicoutimi-Jonquière	61,3	9,8	55,2
Québec	68,3	6,0	64,2
Trois-Rivières	64,8	7,4	60,0
Sherbrooke	65,4	6,8	60,9
Montréal	68,3	8,7	62,3
Ottawa-Hull	71,2	7,6	65,8
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>66,7</b>	<b>8,0</b>	<b>61,4</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 3**  
**PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE**  
**Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec**

Sexes et groupes d'âge	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	3 <sup>e</sup> trimestre 2005	2004	Variation %	3 <sup>e</sup> trimestre 2005	2004	Variation %
<b>HOMMES</b>						
Population 15 ans et plus (000)	80,3	82,0	-2,1	3 042,8	3 007,0	1,2
Population active (000)	56,7	59,6	-4,9	2 219,2	2 198,6	0,9
Emploi (000)	51,2	54,8	-6,6	2 037,6	2 029,2	0,4
- Temps plein (000)	48,7	51,0	-4,5	1 843,0	1 846,1	-0,2
- Temps partiel (000)	2,5	3,8	-34,2	194,6	183,1	6,3
Chômeurs (000)	5,5	4,8	14,6	181,6	169,4	7,2
Taux de chômage (%)	9,7	8,1		8,2	7,7	
Taux d'activité (%)	70,6	72,7		72,9	73,1	
Taux d'emploi (%)	63,8	66,8		67,0	67,5	
<b>FEMMES</b>						
Population 15 ans et plus (000)	86,3	84,0	2,7	3 148,7	3 114,5	1,1
Population active (000)	48,0	50,5	-5,0	1 913,2	1 886,6	1,4
Emploi (000)	45,8	47,8	-4,2	1 763,8	1 737,4	1,5
- Temps plein (000)	33,3	36,1	-7,8	1 343,0	1 329,4	1,0
- Temps partiel (000)	12,5	11,7	6,8	420,8	408,0	3,1
Chômeuses (000)	2,2	2,8	-21,4	149,4	149,2	0,1
Taux de chômage (%)	4,6	5,5		7,8	7,9	
Taux d'activité (%)	55,6	60,1		60,8	60,6	
Taux d'emploi (%)	53,1	56,9		56,0	55,8	
<b>15-29 ANS</b>						
Population 15 à 29 ans (000)	34,0	35,6	-4,5	1 474,3	1 464,3	0,7
Population active (000)	27,1	26,0	4,2	1 133,0	1 149,1	-1,4
Emploi (000)	24,5	23,7	3,4	1 001,5	1 016,5	-1,5
- Temps plein (000)	16,7	18,9	-11,6	740,4	750,9	-1,4
- Temps partiel (000)	7,8	4,8	62,5	261,1	265,6	-1,7
Chômeurs et chômeuses (000)	2,6	2,3	13,0	131,5	132,7	-0,9
Taux de chômage (%)	9,6	8,8		11,6	11,5	
Taux d'activité (%)	79,7	73,0		76,9	78,5	
Taux d'emploi (%)	72,1	66,6		67,9	69,4	
<b>30 ANS ET PLUS</b>						
Population 30 ans et plus (000)	132,5	130,4	1,6	4 717,1	4 657,2	1,3
Population active (000)	77,6	84,1	-7,7	2 999,4	2 936,0	2,2
Emploi (000)	72,5	78,8	-8,0	2 799,9	2 750,1	1,8
- Temps plein (000)	65,3	68,1	-4,1	2 445,6	2 424,6	0,9
- Temps partiel (000)	7,2	10,7	-32,7	354,3	325,5	8,8
Chômeurs et chômeuses (000)	5,1	5,3	-3,8	199,5	185,9	7,3
Taux de chômage (%)	6,6	6,3		6,7	6,3	
Taux d'activité (%)	58,6	64,5		63,6	63,0	
Taux d'emploi (%)	54,7	60,4		59,4	59,1	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 4**  
**EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
**Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec**

Secteurs d'activité <sup>1</sup>	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	3 <sup>e</sup> trimestre		Variation	3 <sup>e</sup> trimestre		Variation
	2005 (000)	2004 (000)	%	2005 (000)	2004 (000)	%
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>31,0</b>	<b>30,2</b>	<b>2,6</b>	<b>973,8</b>	<b>959,3</b>	<b>1,5</b>
Agriculture	4,6	3,4	35,3	71,1	51,6	37,8
Autres branches du secteur primaire	6,3	5,2	21,2	44,9	41,4	8,5
Services publics	-	-	-	31,4	32,5	-3,4
Construction	5,9	4,2	40,5	205,9	184,5	11,6
Fabrication	13,9	16,9	-17,8	620,5	649,3	-4,4
<b>Secteur des services</b>	<b>66,0</b>	<b>72,3</b>	<b>-8,7</b>	<b>2 827,6</b>	<b>2 807,3</b>	<b>0,7</b>
Commerce	17,1	15,4	11,0	627,0	625,8	0,2
Transports, entreposage	6,2	5,6	10,7	170,7	181,3	-5,8
Finance, assurances, immobilier et location	3,1	2,8	10,7	202,9	205,9	-1,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,2	2,7	-18,5	224,7	229,1	-1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	1,6	3,0	-46,7	147,0	121,9	20,6
Services d'enseignement	5,3	6,5	-18,5	225,7	211,2	6,9
Soins de santé et assistance sociale	11,1	12,7	-12,6	455,5	445,7	2,2
Information, culture et loisirs	4,0	3,9	2,6	168,8	169,5	-0,4
Hébergement et services de restauration	6,5	5,6	16,1	227,4	210,7	7,9
Autres services	4,2	7,4	-43,2	156,8	179,8	-12,8
Administrations publiques	4,7	6,6	-28,8	221,1	226,4	-2,3
<b>ENSEMBLE DES SECTEURS</b>	<b>97,0</b>	<b>102,5</b>	<b>-5,4</b>	<b>3 801,4</b>	<b>3 766,6</b>	<b>0,9</b>

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

<sup>1</sup> Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 5**  
**EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE**  
**Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec**

Genre de compétence	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	3 <sup>e</sup> trimestre		Variation %	3 <sup>e</sup> trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Gestion	5,1	5,8	-12,1	340,7	325,1	4,8
Affaires, finance et administration	13,9	13,8	0,7	680,8	681,7	-0,1
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	4,6	5,2	-11,5	247,8	275,8	-10,2
Secteur de la santé	6,1	6,7	-9,0	251,5	226,8	10,9
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	6,2	10,0	-38,0	301,8	306,2	-1,4
Arts, culture, sports et loisirs	1,8	1,9	-5,3	137,2	111,4	23,2
Vente et services	24,5	24,1	1,7	881,5	898,8	-1,9
Métiers, transport et machinerie	20,5	18,3	12,0	556,3	548,3	1,5
Prof. propres au secteur primaire	8,1	6,8	19,1	120,2	101,9	18,0
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	6,1	10,0	-39,0	283,6	290,5	-2,4
<b>ENSEMBLE DES PROFESSIONS</b>	<b>97,0</b>	<b>102,5</b>	<b>-5,4</b>	<b>3 801,4</b>	<b>3 766,6</b>	<b>0,9</b>
<b>Niveau de compétence<sup>1</sup></b>						
Gestion	5,1	5,8	-12,1	340,7	325,1	4,8
Professionnel	9,6	15,0	-36,0	626,8	617,6	1,5
Technique	36,5	32,6	12,0	1 248,3	1 209,3	3,2
Intermédiaire	31,5	34,9	-9,7	1 130,8	1 153,7	-2,0
Élémentaire	14,2	14,2	0,0	454,8	460,9	-1,3

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

<sup>1</sup> Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé);  
professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel);  
intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.



**Tableau 6**  
**EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Secteurs d'activité <sup>1</sup>	Ensemble du Québec		
	3 <sup>e</sup> trimestre		Variation
	2005 (000)	2004 (000)	%
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>973,8</b>	<b>959,3</b>	<b>1,5</b>
Agriculture	71,1	51,6	37,8
Foresterie et exploitation forestière	21,6	25,7	-16,0
Pêche, chasse et piégeage	2,2	2,0	10,0
Extraction minière	21,1	13,8	52,9
Services publics	31,4	32,5	-3,4
Construction	205,9	184,5	11,6
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	70,1	84,2	-16,7
Usines de textiles et de produits textiles	21,5	21,3	0,9
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	43,5	46,8	-7,1
Fabrication de produits en bois	55,5	59,2	-6,3
Fabrication du papier	37,4	36,9	1,4
Impression et activités connexes de soutien	37,1	41,5	-10,6
Fabrication de produits chimiques	31,5	33,3	-5,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	52,2	39,4	32,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	17,8	20,3	-12,3
Première transformation des métaux	35,3	26,6	32,7
Fabrication de produits métalliques	49,0	38,6	26,9
Fabrication de machines	27,3	36,3	-24,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	20,1	27,4	-26,6
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	11,1	11,5	-3,5
Fabrication de matériel de transport	43,8	56,1	-21,9
Fabrication de meubles et de produits connexes	38,6	36,8	4,9
Activités diverses de fabrication <sup>2</sup>	28,9	33,0	-12,4
<b>Secteur des services</b>	<b>2 827,6</b>	<b>2 807,3</b>	<b>0,7</b>
Commerce de gros	141,1	143,9	-1,9
Commerce de détail	485,9	481,9	0,8
Transport et entreposage	170,7	181,3	-5,8
Finance	91,9	97,5	-5,7
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	51,9	59,4	-12,6
Services immobiliers	44,3	26,8	65,3
Services de location et de location à bail	14,7	22,2	-33,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	224,7	229,1	-1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	147,0	121,9	20,6
Services d'enseignement	225,7	211,2	6,9
Soins de santé et assistance sociale	455,5	445,7	2,2
Information, culture et loisirs	168,8	169,5	-0,4
Hébergement et restauration	227,4	210,7	7,9
Autres services	156,8	179,7	-12,7
Administration fédérale (incluant la défense)	66,9	75,8	-11,7
Administrations publiques provinciales et territoriales	90,2	81,1	11,2
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	64,0	69,4	-7,8
<b>ENSEMBLE DES SECTEURS</b>	<b>3 801,4</b>	<b>3 766,6</b>	<b>0,9</b>

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

<sup>1</sup> Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

<sup>2</sup> L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Tableau 7A**  
**PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI<sup>1</sup>**  
**SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Régions économiques et ensemble du Québec	Septembre 2005	Septembre 2004	Variation %	Taux de prestation <sup>2</sup> Septembre 2005
<b>RÉGIONS ÉCONOMIQUES</b>				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 340	11 214	1,1	17,3
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	<b>11 458</b>	<b>11 549</b>	<b>-0,8</b>	<b>8,5</b>
Capitale-Nationale	17 791	19 472	-8,6	4,0
Chaudière-Appalaches	13 975	13 815	1,2	5,3
Estrie	10 263	10 199	0,6	5,3
Montréal	44 441	48 721	-8,8	3,6
Laval	8 334	8 720	-4,4	3,6
Lanaudière	13 758	13 887	-0,9	5,2
Laurentides	16 919	16 739	1,1	5,4
Outaouais	8 157	8 734	-6,6	3,7
Abitibi-Témiscamingue	8 827	8 261	6,9	8,8
Mauricie	11 785	12 024	-2,0	6,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	16 052	15 188	5,7	8,3
Côte-Nord	6 954	6 813	2,1	10,1
Nord-du-Québec	1 805	1 644	9,8	7,2
Centre-du-Québec	9 789	9 665	1,3	6,7
ZME <sup>3</sup> de Montréal	89 791	96 109	-6,6	3,8
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>246 381</b>	<b>252 380</b>	<b>-2,4</b>	<b>5,0</b>

<sup>1</sup> Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

<sup>2</sup> Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

<sup>3</sup> La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

**Tableau 7B**  
**PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI<sup>1</sup>**  
**SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI**

<b>Centres locaux d'emploi</b>	<b>Septembre 2005</b>	<b>Septembre 2004</b>	<b>Variation %</b>	<b>Taux de prestation<sup>2</sup> Septembre 2005</b>
La Pocatière	905	1 017	-11,0	6,1
Cabano	1 411	1 366	3,3	9,4
Rivière-du-Loup	1 447	1 432	1,0	6,7
Trois-Pistoles	585	591	-1,0	9,2
Rimouski-Neigette	2 651	2 916	-9,1	7,2
Mont-Joli	1 074	964	11,4	8,6
Matane	1 877	1 833	2,4	12,2
Amqui	1 508	1 430	5,5	11,5
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	<b>11 458</b>	<b>11 549</b>	<b>-0,8</b>	<b>8,5</b>
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>246 381</b>	<b>252 380</b>	<b>-2,4</b>	<b>5,0</b>

<sup>1</sup> Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

<sup>2</sup> Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

**Tableau 8A**  
**PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI<sup>1</sup>**  
**SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Régions économiques et ensemble du Québec	Juillet 2005	Juillet 2004	Variation %	Taux de prestation <sup>2</sup> Juillet 2005
<b>RÉGIONS ÉCONOMIQUES</b>				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 614	3 014	-13,3	4,0
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	<b>3 415</b>	<b>3 825</b>	<b>-10,7</b>	<b>2,5</b>
Capitale-Nationale	10 267	11 243	-8,7	2,3
Chaudière-Appalaches	3 786	4 064	-6,8	1,4
Estrie	5 749	5 690	1,0	3,0
Centre-du-Québec	4 249	4 155	2,3	2,9
Montérégie	18 123	19 095	-5,1	2,1
Montréal	62 593	66 604	-6,0	5,1
Laval	3 987	4 049	-1,5	1,7
Lanaudière	6 198	6 427	-3,6	2,3
Laurentides	6 955	7 449	-6,6	2,2
Outaouais	6 668	6 797	-1,9	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 846	3 303	-13,8	2,9
Mauricie	7 516	7 799	-3,6	4,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 016	6 686	-10,0	3,1
Côte-Nord	1 494	1 651	-9,5	2,2
Nord-du-Québec	560	590	-5,1	2,2
ZME <sup>3</sup> de Montréal	80 519	85 724	-6,1	3,4
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>152 885</b>	<b>162 441</b>	<b>-5,9</b>	<b>3,1</b>

<sup>1</sup> Adultes sans contraintes à l'emploi.

<sup>2</sup> Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

<sup>3</sup> La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

**Tableau 8B**  
**PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI<sup>1</sup>**  
**SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI**

<b>Centres locaux d'emploi</b>	<b>Juillet 2005</b>	<b>Juillet 2004</b>	<b>Variation %</b>	<b>Taux de prestation<sup>2</sup> Juillet 2005</b>
La Pocatière	267	286	-6,6	1,8
Cabano	338	374	-9,6	2,3
Rivière-du-Loup	410	433	-5,3	1,9
Trois-Pistoles	148	179	-17,3	2,3
Rimouski-Neigette	825	925	-10,8	2,3
Mont-Joli	421	449	-6,2	3,4
Matane	557	662	-15,9	3,6
Amqui	449	517	-13,2	3,4
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	<b>3 415</b>	<b>3 825</b>	<b>-10,7</b>	<b>2,5</b>
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>152 885</b>	<b>162 441</b>	<b>-5,9</b>	<b>3,1</b>

<sup>1</sup> Adultes sans contraintes à l'emploi.

<sup>2</sup> Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

# **Annexe**

## Liste des centres locaux d'emploi (CLE) Bas-Saint-Laurent

**La Pocatière**

161, Route 230 Ouest, local 600  
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0  
(418) 856-2752  
1 800 567-3036

**Cabano**

4, Rue de la Gare  
Cabano (Québec) G0L 1E0  
(418) 854-2544  
1 800 463-4709

**Rivière-du-Loup**

385A, rue Lafontaine  
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3B5  
(418) 862-7236  
1 800 567-1709

**Trois-Pistoles**

634, rue Richard  
Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0  
(418) 851-1432

**Rimouski-Neigette**

337, rue Moreault, 1er étage  
Rimouski (Québec) G5L 1P4  
(418) 727-3661  
1 800 463-0728

**Mont-Joli**

42, avenue Doucet, 1er étage  
Mont-Joli (Québec) G5H 1R4  
(418) 775-7246

**Matane**

750, avenue du Phare Ouest, bureau 205  
Matane (Québec) G4W 3W8  
(418) 562-0893

**Amqui**

49, boul. Saint-Benoît Est  
Amqui (Québec) G5J 2B8  
(418) 629-2225